

# Avant-garde de la société en transition



Denis Stokkink

Président du Think Tank européen Pour la Solidarité

→ denis.stokkink@pourolsolidarite.eu

► L'économie sociale peut jouer un rôle majeur dans la dynamique. Il s'agit de transformer nos sociétés de l'intérieur, à partir d'actions locales.

Le Think Tank européen "Pour la Solidarité" a édité un ouvrage intitulé "La transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie"<sup>(1)</sup>. Cette étude met en lumière les moteurs de changements vers une société en transition, et vise à démontrer que l'économie sociale peut jouer un rôle majeur dans la dynamique de la transition.

Dans ce contexte, une centaine d'experts belges se sont réunis à Bruxelles, mardi dernier, à la Banque Triodos, à la pointe du financement durable en Belgique, pour débattre des enjeux de la transition et du rôle de l'économie sociale en la matière. Cette conférence a débuté avec le constat que les défis environnementaux de nos sociétés ne pouvaient être traités sans être croisés avec les enjeux économiques et sociaux, ce que "Pour la Solidarité" met en évidence depuis ses débuts.

C'est également sur cet élément que Nadine Gouzée, en charge de la Task Force Développement durable au Bureau fédéral du Plan, a insisté ce 28 mai : les trois dimensions du développement durable, si cloisonnées sont-elles, doivent être intégrées dans un même plan d'action où aucun intérêt n'est privilégié. La transition s'inscrit dans la même ligne de pensée. C'est un mouvement né du pic pétrolier et du changement climatique.

Face à ces bouleversements, il interroge nos modes de consommation et de production et a pour objectif de dépasser la dépendance à l'énergie carbone et de développer une capacité de résilience humaine. Il s'agit de privilégier un développement économique endogène, basé sur les ressources humaines, technologiques et industrielles de nos territoires. La transition consiste donc à transformer nos sociétés de l'intérieur, à partir d'actions locales, dans une logique de bottom-up.

Le mouvement de transition, c'est également un phénomène qui va plus loin que le développement durable, car il entend complètement repenser notre modèle économique, à travers notamment la relocalisation de l'économie, le développement d'énergies renouvelables, ou encore la promotion d'une agriculture de proximité. L'économie sociale, composée d'organisations à finalité tant économique que sociale, caractérisées par un mode de gouvernance démocratique, est par nature à l'avant-garde de la transition.

En effet, orientées vers la réalisation d'objectifs sociaux, les entreprises sociales sont amenées plus rapidement que d'autres à se poser les questions



du développement durable, à expérimenter des modes de production alternatifs et à mobiliser les citoyens et répondre à leurs besoins.

La gestion démocratique propre à l'économie sociale, prenant en compte des préoccupations sociales et économiques sur le modèle "une personne/une voix", rend également naturellement l'économie sociale actrice de la transition.

L'économie sociale s'est d'ailleurs spécialement distinguée ces dernières années avec la crise économique et financière : ce secteur s'est montré particulièrement résistant en Europe, même dans des pays comme l'Italie ou l'Espagne où l'économie sociale affiche des taux de croissance et de création d'emploi positifs, à l'opposé des entreprises classiques.

Ces entreprises sociales ont notamment développé une capacité de résilience en investissant des "niches", ces secteurs de l'économie qui répondent à des besoins qui ne sont pas encore (suffisamment) satisfaits. C'est ainsi qu'elles se distinguent dans le domaine des "emplois verts", par exemple, dans des secteurs tels que la construction, l'alimentation ou encore l'énergie durables. On trouve donc beaucoup de similitudes entre mouvement de transition et économie sociale, et de nombreuses initiatives émergent depuis quelques années.

Le groupe "Liège en Transition" est exemplaire à ce titre. Cependant, le plus important est de géné-

**"Depuis que la crise a remis en cause les régimes de l'économie de marché et l'Etat-providence, l'économie sociale est de plus en plus examinée comme une alternative possible... et un nouveau paradigme structurel."**

raliser ce mouvement à des échelles bien plus larges et de relier les initiatives locales, sans quoi la transition n'aura que des effets localisés, incapables de répondre aux grands défis mondiaux. Ce changement n'est pas impossible selon Sybille Mertens, économiste, titulaire de la Chaire Cera en Social Entrepreneurship à l'ULg. Elle a étudié le cadre de la théorie de la transition.

Il stipule que lorsqu'un "paysage" est en crise, cela remet en cause les "régimes" : la société est alors plus encline à aller voir du côté des niches où se sont développées, à l'abri des régimes dominants, des alternatives, visiblement plus adaptées aux conditions environnantes. Ainsi, depuis que la crise a remis en cause les régimes de l'économie de

marché et l'Etat-providence, l'économie sociale est de plus en plus examinée comme une alternative possible... mais également comme un nouveau paradigme structurel.

Pour que l'économie sociale et le mouvement de transition représentent le changement à une telle échelle, deux conditions ont été pointées lors du colloque. Une première est le relais au niveau politique : l'Etat devrait légitimer et institutionnaliser de façon cohérente les initiatives de l'économie sociale pour qu'elles deviennent généralisées. Mais il faut surtout que les citoyens jouent leur rôle, conscients de tous ces défis, participant au mouvement de transition et démontrant leur volonté de voir le changement de notre système inscrit dans les politiques.

Sans cette pression du bas, les autorités publiques ne répondront pas en conséquence; or, tous s'accordaient lors de la conférence du 28 mai sur le constat d'une mobilisation encore insuffisante des citoyens. Pour cela, le rôle des syndicats est primordial, favorisant à la fois la défense de l'acquis social, mais aussi de la perspective d'un monde meilleur. Favoriser cette mobilisation, c'est aussi une des missions d'éducation permanente que des structures comme la nôtre poursuivent, mais c'est également le rôle des médias d'informer toujours plus sur ces enjeux primordiaux.

→ (1) disponible sur le site [www.pourolsolidarite.eu](http://www.pourolsolidarite.eu)